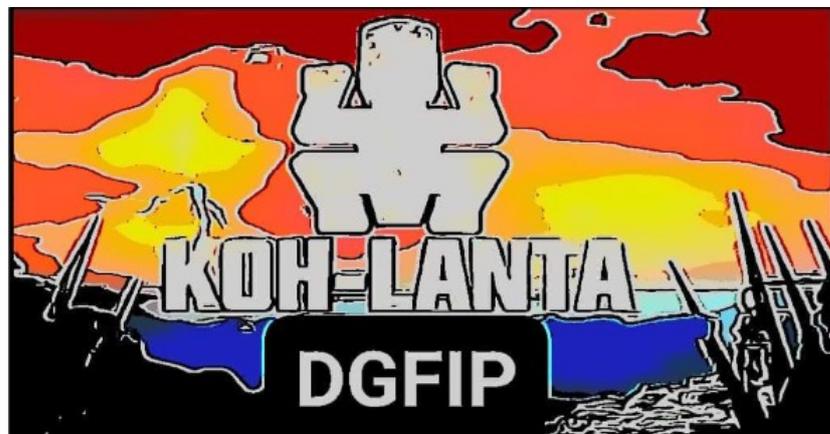


# SUPPRESSIONS D'EMPLOIS 2023

KOH-LANTA DGFIP : Nouvelle saison *(et c'est pas la meilleure...)*

Depuis 2009, ce sont 414 emplois qui ont été supprimés en Moselle.  
Qui sera le prochain ?



*(en raison des contraintes budgétaires, nous n'avons pas été en mesure de trouver une photo de Gabriel Attal)*

Ce 6 janvier 2023, les organisations syndicales étaient convoquées dans le cadre du 1<sup>er</sup> Comité Social d'Administration local faisant suite aux élections professionnelles, ainsi qu'à l'annonce des 850 suppressions d'emplois inscrites au Projet de Loi de Finances Initial pour l'année 2023.

Les documents préparatoires du Comité social d'Administration présentent l'impact pour la Moselle de ces suppressions.

Comme toujours, les chiffres sont trompeurs.

**En y regardant de plus près, malgré l'annonce de 7 créations d'emplois, les services mosellans supporteront 18 suppressions de postes dans les faits.**

	A+	A	B	C	Total
Emplois supprimés	-2	+5	-7	-14	<b>- 18</b>

Les 25 emplois issus du transfert de missions du Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg vers Forbach sont illusoires.

En effet, les tâches effectuées par ces futurs agents sont évidemment de la sous-traitance à distance pour le Bas-Rhin.

De plus, aucun agent de Strasbourg ne souhaitant a priori suivre la mission, il faudra bien que la Direction locale pourvoie ces emplois, dits « démétropolisés ».

En conséquence, les prochaines arrivées en Moselle, faisant suite à mutation ou concours, risquent d'être prioritairement fléchées vers ce service plutôt qu'au sein du réseau Mosellan.

La CGT Finances publiques 57 vous présente les suppressions d'emploi décidées par la Direction avant redéploiements internes dans chaque service, afin d'en faciliter la lecture.

La création de trois emplois pour le contrôle fiscal est également un trompe-l'œil puisqu'il s'agit dans les faits du redéploiement lié à l'éclatement du PDCE, avec le transfert d'emplois vers la direction. Les services du contrôle fiscal proprement dits se retrouvent avec un emploi supprimé, malgré la création d'une troisième brigade.

**Cette situation est d'autant plus inadmissible que l'évasion fiscale coûte 100 milliards d'euros par an aux finances de notre pays.**

**Pour ces raisons, la CGT, au sein de l'intersyndicale, a décidé de boycotter la première convocation.**

**Le rôle des élus n'est pas de cautionner les suppressions d'emplois, qui ont des impacts néfastes pour nos missions, conditions de travail et l'exercice d'un véritable service public.**

**TABLEAU DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS EN  
MOSELLE PAR SERVICE 2023**  
(SITUATION AVANT REDEPLOIEMENT INTERNE)

					Total
<b>SERVICE IMPOTS DES PARTICULIERS</b>					<b>-11</b>
	<b>A+</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	
Sarrebourg			-1		
Metz Centre-Est			-1	-2	
Metz Nord-Ouest			-1	-2	
Sarreguemines	-1				
Thionville				-1	
Forbach				-2	
<b>SERVICE IMPOTS DES ENTREPRISES</b>					<b>-5</b>
	<b>A+</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	
Metz				-2	
Sarreguemines	-1				
Thionville				-1	
Forbach		-1			
<b>TRESORERIES</b>					<b>-3</b>
	<b>A+</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	
Sud Saulnois	-1				
Phalsbourg	-1				
Bitche	-1				
Montigny			-1		
TH Sarreguemines	+1				
<b>CONTROLE FISCAL</b>					<b>+3</b>
	<b>A+</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	
3 <sup>e</sup> BDV	+1	+1			
BCR		+2	-1		
PCE		+1		-1	
PCRP		+1		-1	
<b>SERVICES DE DIRECTION ET AUTRES SERVICES</b>					<b>-2</b>
Direction	+1		-1	-1	
PRS		+1	-1		
SDE				-1	